

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 52

Remplacer l'article 52 du projet de loi par le suivant :

« **52.** Le ministre peut, avec l'approbation du Conseil du trésor, conclure avec un organisme représentatif des personnes visées ci-dessous œuvrant pour les établissements une entente portant sur les conditions de travail de celles-ci :

- 1° les biochimistes cliniques et les candidats au certificat de spécialiste en biochimie clinique;
- 2° les généticiens de laboratoire clinique certifiés;
- 3° les pharmaciens et les personnes en voie d'obtenir un permis d'exercice de la pharmacie;
- 4° les physiciens médicaux.

Une entente conclue en vertu du premier alinéa lie tous les établissements. ».

Commentaires

Cet amendement vise à remplacer l'article 52 du projet de loi par un nouvel article afin d'y ajouter les candidats au certificat de spécialiste en biochimie clinique, les généticiens de laboratoire clinique certifiés et les personnes en voie d'obtenir un permis d'exercice de la pharmacie afin, à terme, d'assurer la cohérence de leurs conditions de travail.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 754.1

Insérer, après l'article 754 du projet de loi, le suivant :

« **754.1.** L'article 3 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans le premier alinéa, de « des biochimistes cliniques ou des physiciens médicaux » par « des personnes visées ci-dessous œuvrant pour les établissements :

1° les biochimistes cliniques et les candidats au certificat de spécialiste en biochimie clinique;

2° les généticiens de laboratoire clinique certifiés;

3° les pharmaciens et les personnes en voie d'obtenir un permis d'exercice de la pharmacie;

4° les physiciens médicaux. »;

2° par le remplacement, dans le deuxième alinéa, de « tous les pharmaciens, biochimistes cliniques ou physiciens médicaux » et de « tous ceux » par, respectivement, « toutes les personnes visées aux paragraphes 1° à 4° du premier alinéa » et « toutes les personnes ». »;

3° par l'insertion, après le deuxième alinéa, du suivant :

« Les candidats au certificat de spécialiste en biochimie clinique sont représentés par un organisme représentatif des biochimistes cliniques et celui-ci peut conclure une entente qui les oblige, qu'ils en soient membres ou non. De même les personnes en voie d'obtenir un permis d'exercice de la pharmacie sont représentées par un organisme représentatif des pharmaciens et celui-ci peut conclure une entente qui les oblige, qu'ils en soient membre ou non. ».

Commentaires

Cet amendement modifie le premier alinéa de l'article 3 de la Loi sur l'assurance-hospitalisation afin d'y ajouter les candidats au certificat de spécialiste en biochimie clinique, les généticiens de laboratoire clinique certifiés et les personnes en voie d'obtenir

un permis d'exercice de la pharmacie afin, à terme, d'assurer la cohérence de leurs conditions de travail.

Il apporte à son deuxième alinéa des modifications afin d'en assurer la cohérence. Enfin, il ajoute un troisième alinéa qui accorde à certains organismes représentatifs le pouvoir de représenter les candidats au certificat de spécialiste en biochimie clinique et les personnes en voie d'obtenir un permis d'exercice de la pharmacie et, en conséquence, de conclure une entente qui oblige ces candidats et ces personnes.

Article 3 de la Loi sur l'assurance-hospitalisation tel que modifié

3. Le ministre peut, avec l'approbation du Conseil du trésor, conclure avec tout organisme représentatif d'une catégorie de professionnels de la santé au sens de la Loi sur l'assurance maladie (chapitre A-29), toute entente aux fins de l'application de la présente loi. Pareille entente peut être conclue avec tout organisme représentatif **des personnes visées ci-dessous œuvrant pour les établissements :**

1° les biochimistes cliniques et les candidats au certificat de spécialiste en biochimie clinique;

2° les physiciens médicaux;

3° les pharmaciens et les personnes en voie d'obtenir un permis d'exercice de la pharmacie;

4° les généticiens de laboratoire clinique certifiés.

~~des biochimistes cliniques ou des physiciens médicaux.~~

Une entente oblige ~~tous les pharmaciens, biochimistes cliniques ou physiciens médicaux~~ **toutes les personnes visées aux paragraphes 1° à 4° du premier alinéa** exerçant dans un centre hospitalier exploité par un établissement visé par la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris (chapitre S-5) et qui sont membres de l'organisme qui l'a conclue ainsi que ~~tous ceux~~ **toutes les personnes** dont le champ d'activités professionnelles est le même que celui de ces membres et qui sont visés par l'entente.

Les candidats au certificat de spécialiste en biochimie clinique sont représentés par un organisme représentatif des biochimistes cliniques et celui-ci peut conclure une entente qui les oblige, qu'ils en soient membres ou non. De même les personnes en voie d'obtenir un permis d'exercice de la pharmacie sont représentées par un organisme représentatif des pharmaciens et celui-ci peut conclure une entente qui les oblige, qu'ils en soient membre ou non.

Toute entente ou partie d'entente peut, s'il y est pourvu expressément, lier tout établissement. Toutefois, le ministre doit consulter les établissements ou groupes

d'établissements susceptibles d'être liés par une entente ou partie d'entente et ceux-ci peuvent transmettre au ministre des recommandations quant aux modalités de leur participation à la conclusion de cette entente ou partie d'entente.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 911

Insérer, dans le paragraphe 2° du quatrième alinéa de l'article 1 de la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic que l'article 911 du projet de loi propose et après « établissements », « publics ».

Commentaires

Cet amendement vise à prévoir des catégories mutuellement exclusives. Les établissements privés conventionnés étant visés au paragraphe 5°, il est nécessaire d'ajouter la précision que les établissements visés au paragraphe 2° sont les établissements publics.

Article 911 du projet de loi tel que modifié

911. L'article 1 de la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic (chapitre R-8.2) est modifié par le remplacement des quatrième et cinquième alinéas par le suivant :

« Un établissement au sens de la présente loi comprend :

1° Santé Québec;

2° les établissements **publics** et la régie régionale visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les Inuit et les Naskapis (chapitre S-4.2);

[...]

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 914.4.1 (art. 6.1 de la Loi sur le régime de retraite du personnel employé du gouvernement et des organismes publics)

Insérer, après l'article 914.4 du projet de loi tel qu'amendé, ce qui suit :

« LOI SUR LE RÉGIME DE RETRAITE DU PERSONNEL EMPLOYÉ DU GOUVERNEMENT ET DES ORGANISMES PUBLICS

« **914.4.1.** L'article 6.1 de la Loi sur le régime de retraite du personnel employé du gouvernement et des organismes publics (chapitre R-10) est modifié par le remplacement, dans le deuxième alinéa, de « quatre » par « six ».

Commentaires

Cet amendement introduit dans le projet de loi un article 914.4.1 qui modifie à son tour l'article 6.1 de la Loi sur le régime de retraite du personnel employé du gouvernement et des organismes publics par concordance avec la modification apportée par l'article 1066.9 du projet de loi à la Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales.

Article 6.1 de la Loi sur le régime de retraite du personnel employé du gouvernement et des organismes publics tel que modifié

6.1. Le régime s'applique aux personnes employées, autres que celles visées au deuxième alinéa, qui occupent une fonction dans un centre de recherche au sens de l'article 6.2 et dont la rémunération est assumée par le budget de ce centre, si l'employeur et les personnes employées optent respectivement en ce sens par scrutin.

Ne peuvent opter aux fins du premier alinéa les personnes employées qui, le 31 décembre 2009, cotisent au régime pour une fonction occupée dans le centre de recherche ou qui auraient, à cette date, cotisé au régime pour une telle fonction n'eût été qu'elles étaient en absence sans traitement, admissibles à l'assurance-salaire ou en congé de maternité ou en congé à la personne, à l'occasion de la grossesse ou de l'accouchement, celles qui, à la date du scrutin des personnes employées, sont visées par une des ~~six~~ **six** ~~quatre~~ unités de négociation constituées en vertu de la Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales (chapitre U-0.1) et celles à l'égard desquels le régime, s'il devenait applicable, ne s'appliquerait pas en raison du règlement édicté en vertu du paragraphe 3° de l'article 4.

Le scrutin des personnes employées ne peut être tenu qu'à la suite du vote favorable de l'employeur. Les autres règles régissant la tenue du scrutin des personnes employées et celui de l'employeur sont prévues par règlement.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 914.6 (annexe I de la Loi sur le régime de retraite du personnel employé du gouvernement et des organismes publics)

Insérer, après l'article 914.5 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **914.6.** L'annexe I de cette loi est modifiée :

1° dans le paragraphe 1 :

a) par la suppression, de « les Agences de la santé et des services sociaux visées par la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-4.2) » et de « Corporation d'Urgences-santé, à l'égard des personnes employées qui ne sont pas des techniciens ambulanciers »;

b) par l'insertion, selon l'ordre alphabétique, de « Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik », de « Santé Québec » et de « Urgences santé, à l'égard des personnes employées qui ne sont pas des techniciens ambulanciers »;

2° par le remplacement, dans le paragraphe 2.2, de « QUATRE » par « SIX ». ».

Commentaires

Cet amendement propose d'introduire dans le projet de loi un article 914.6 qui modifie à son tour l'annexe I de la Loi sur le régime de retraite du personnel employé du gouvernement et des organismes publics afin d'y apporter divers ajustements pour en assurer la concordance avec les dispositions du projet de loi.

Texte modifié de l'annexe I de la Loi sur le régime de retraite du personnel employé du gouvernement et des organismes publics

ANNEXE I

(Article 1)

PERSONNES EMPLOYÉES ET AUTRES PERSONNES VISÉES PAR LE RÉGIME
APRÈS LE 1^{ER} JUILLET 1973

1. LES PERSONNES EMPLOYÉES DES ORGANISMES SUIVANTS :

Accueil du Rivage inc.

Agence du revenu du Québec

~~les Agences de la santé et des services sociaux visées par la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-4.2)~~

Alliance des cadres de l'État

Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux

Alliance des professeures et professeurs de Montréal

APER santé et services sociaux

Association B.C.S. (Bishop's College School), à l'égard des personnes employées qui occupaient une fonction auprès de cet établissement et qui participaient au présent régime le 19 octobre 2010

Association des cadres des collèges du Québec

Association québécoise des cadres scolaires (AQCS)

Association canadienne d'éducation de langue française

Association des intervenants en dépendance du Québec (AIDQ)

Association des employés du Nord québécois

Association des enseignantes et enseignants de Montréal (AEEM)

Association des enseignants de l'ouest du Québec

Association des établissements privés conventionnés — santé services sociaux

Association des gestionnaires des établissements de santé et de services sociaux inc.

Association montréalaise des directions d'établissement scolaire

Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail, secteur « Administration provinciale »

Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail secteur affaires municipales

Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail du secteur affaires sociales

L'Association des pharmaciens des établissements de santé du Québec

L'Association des professeurs de Lignery (CSQ)

Association professionnelle des ingénieurs du Gouvernement du Québec

Association professionnelle du personnel administratif (CSN)

L'Association provinciale des enseignantes et enseignants du Québec

Association québécoise des directeurs et directrices d'établissement d'enseignement retraités

Association québécoise des retraité(e)s des secteurs publics et parapublics

Association Québécoise du Personnel de Direction des Écoles (AQPDE)

AREQ (CSQ), Association des retraitées et retraités de l'éducation et des autres services publics du Québec

Atelier le Fil d'Ariane inc.

Autorité des marchés financiers

Autorité des marchés publics

Les avocats et notaires de l'État québécois

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

Buanderie centrale de Montréal inc.

Capital Financière agricole inc.

Centrale des syndicats du Québec (CSQ)

Centre d'accueil Marcelle Ferron inc.

Centre d'accueil Saint-Joseph de Lévis inc.

Centre de communication santé des capitales

Centre d'hébergement et de soins de longue durée Providence – Saint-Joseph inc.

Centre d'hébergement et de soins de longue durée Heather inc.

Centre d'hébergement St-François inc.

Centre d'hébergement St-Jean-Eudes inc.

Centre d'insémination artificielle (C.I.A.Q.) société en commandite, à l'égard des personnes employées qui occupaient une fonction auprès du Centre d'insémination artificielle du Québec (C.I.A.Q.) inc. et qui participaient au présent régime le 31 décembre 1998

Centre de la francophonie des Amériques

Centre régional de services aux bibliothèques publiques du Saguenay-Lac-Saint-Jean inc.

CHSLD Age3 inc.

CHSLD de la Côte Boisée inc.

Clinique communautaire de Pointe St-Charles

Collège Stanstead, à l'égard des personnes employées qui occupaient une fonction auprès de cet établissement et qui participaient au présent régime le 19 octobre 2010

Comité patronal de négociation des collèges

Comité patronal de négociation pour les commissions scolaires anglophones

Comité patronal de négociation pour les commissions scolaires francophones

Comité patronal de négociation du secteur de la santé et des services sociaux

Commission de la capitale nationale du Québec

Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse

la Commission des services juridiques et les corporations constituées ou régies par la Loi sur l'aide juridique et sur la prestation de certains autres services juridiques (chapitre A-14) ou par des règlements adoptés en vertu de cette loi

Conseil québécois d'agrément

Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec

COREM, à l'égard des membres de son personnel employé permanent cédés par le Gouvernement du Québec dans le cadre de la cession des activités du Centre de recherche minérale du ministère des Ressources naturelles au COREM et qui participaient au régime le 26 septembre 1999

~~Corporation d'Urgences-santé, à l'égard des personnes employées qui ne sont pas des techniciens ambulanciers~~

École nationale des pompiers du Québec

Fédération autonome de l'enseignement

Fédération de la santé du Québec, FSQ-CSQ

Fédération des enseignantes et enseignants de CÉGEP

Fédération des enseignants des écoles juives

Fédération des professionnelles et professionnels de l'éducation du Québec (CSQ)

Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec – FIQ

Fédération québécoise des directions d'établissement d'enseignement (FQDE)

Financement-Québec

FIQ – Syndicat des professionnelles en soins des Cantons-de-l'Est

Fondation de la faune du Québec

Fonds d'aide aux actions collectives

Fonds de recherche du Québec-Nature et technologies

Fonds de recherche du Québec – Santé

Fonds de recherche du Québec – Société et culture

Groupe Champlain inc.

Groupe Roy Santé inc.

Hôpital Marie-Clarac des Soeurs de charité de Ste-Marie (1995) inc.

Hôpital Shriners pour Enfants (Québec) Inc.

Institut des Métiers d'art — Cégep du Vieux Montréal

Institut national d'excellence en santé et en services sociaux

L'Institut national des mines

Institut national de santé publique du Québec

Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et en sécurité du travail

Institut de recherches cliniques de Montréal

Institut de technologie agroalimentaire du Québec

Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec

Investissement Québec, à l'égard des personnes employées qui participaient au régime le 31 mars 2011 ou qui ont été embauchées après cette date

Logibec Groupe Informatique Ltée, à l'égard des personnes employées intégrées du Centre hospitalier de l'Université de Montréal qui participaient au présent régime ou au régime de retraite du personnel d'encadrement sans être qualifiés au sens de ce dernier régime à la date de leur intégration

Maison des Futailles, S.E.C., à l'égard des personnes employées qui, immédiatement avant leur embauche, occupaient une fonction auprès de la Société des alcools du Québec

Office de la sécurité économique des chasseurs cris

Office franco-québécois pour la jeunesse, à l'égard des personnes employées de la section québécoise

Office Québec-Monde pour la jeunesse

The Priory School inc.

Les Professionnel(le)s en Soins de Santé Unis

Régie de l'énergie

Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik

Regroupement de Réseaux en Santé des Personnes au Travail

Résidence Berthiaume-Du Tremblay

Santé Courville inc.

Santé Québec

Secrétariat général du secteur de la Santé et des Services sociaux

SEECR Syndicat des enseignantes et enseignants du CÉGEP de Rimouski

Séminaire de Québec, à l'égard des personnes employées qui participaient au régime le 30 juin 1987

Service de transport adapté de la Capitale (STAC)

Services documentaires multimédia (S.D.M.) inc.

SigmaSanté

Société du Centre des congrès de Québec

Société de développement des entreprises culturelles

Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique

Société des établissements de jeux du Québec inc.

Société des établissements de plein air du Québec

Société de gestion du réseau informatique des commissions scolaires

Société des loteries du Québec

Société du Palais des congrès de Montréal

Société de la Place des Arts de Montréal

Société du Plan Nord

Société portuaire du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie inc.

Société québécoise d'information juridique

Société québécoise de récupération et de recyclage

Société québécoise des infrastructures

Société québécoise du cannabis

Syndicat de Champlain (CSQ)

Syndicat des enseignantes et enseignants du CEGEP de l'Abitibi-Témiscamingue

Syndicat des enseignantes et des enseignants du Cégep Montmorency

Syndicat des Enseignantes et Enseignants du Cégep de l'Outaouais

Le Syndicat des enseignantes et enseignants du Cégep de Victoriaville

Syndicat des enseignantes et enseignants du Collège de Bois-de-Boulogne

Syndicat des enseignantes et des enseignants du Collège Lionel-Groulx

Syndicat des enseignantes et enseignants des Laurentides (S.E.E.L.)

Syndicat des enseignantes et enseignants Laurier

Syndicat des enseignant(e)s de Pearson

Syndicat des enseignantes et enseignants de la Rivéraine

Syndicat de l'enseignement de L'Amiante (CSQ)

Syndicat de l'enseignement du Bas-Richelieu

Syndicat de l'enseignement des Basses-Laurentides (SEBL)

Syndicat de l'enseignement des Bois-Francs

Syndicat de l'enseignement de Charlevoix (SEC-CSQ)

Syndicat de l'enseignement de la Chaudière (CSQ)

Syndicat de l'enseignement de la Côte-du-Sud

Syndicat de l'enseignement De La Jonquière – Centrale des syndicats du Québec

Syndicat de l'enseignement des Deux Rives (SEDR-CSQ)

Syndicat de l'enseignement de l'Estrie

Syndicat de l'enseignement du Grand-Portage (CSQ)

Syndicat de l'enseignement du Haut-Richelieu (CSQ)

Syndicat de l'enseignement de la Haute Côte Nord

Syndicat de l'enseignement de la Haute-Yamaska inc.

Syndicat de l'enseignement du Lac St-Jean

Syndicat de l'enseignement du Lanaudière (SEL-CSQ)

Syndicat de l'enseignement de Louis-Hémon (CSQ)

Syndicat de l'enseignement de la Mauricie (S.E.M.)

Syndicat de l'enseignement de l'ouest de Montréal

Syndicat de l'enseignement de l'Outaouais

Syndicat de l'enseignement de la Pointe-de-L'Île

Syndicat de l'enseignement de Portneuf

Syndicat de l'enseignement de la région de Drummondville

Syndicat de l'enseignement de la région du Fer (SERF)

Syndicat de l'enseignement de la région de Laval

Syndicat de l'enseignement de la région de la Mitis

Syndicat de l'enseignement de la région des Moulins (CSQ)

Syndicat de l'enseignement de la région de Québec (SERQ)

Syndicat de l'enseignement de la région de Vaudreuil

Syndicat de l'enseignement de Riverside

Syndicat de l'enseignement de la Rivière-du-Nord

Syndicat de l'enseignement du Saguenay

Syndicat de l'enseignement des Seigneuries

Syndicat de l'enseignement Val-Maska

Syndicat de l'enseignement des Vieilles-Forges

Syndicat de l'enseignement de l'Ungava et de l'Abitibi-Témiscamingue (FSE-CSQ)

Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec inc.

Syndicat des professionnelles en soins infirmiers et cardio-respiratoires du centre universitaire de santé McGill (SPSICR-CUSM)

Syndicat des intervenantes et intervenants de la santé du Nord-Est québécois (SIISNEQ)

Syndicat des infirmières, infirmières auxiliaires et inhalothérapeutes de l'Est du Québec (CSQ)

Syndicat des infirmières, inhalothérapeutes et infirmières auxiliaires de Laval (CSQ)

Syndicat lavallois des employés de soutien scolaire (SLESS-CSQ)

Syndicat national des employés de l'hôpital Charles Le Moyne (C.S.N.)

Syndicat du personnel de l'enseignement des Hautes-Rivières (FSE-CSQ)

SPECJ: Syndicat du personnel enseignant du cégep de Jonquière

Syndicat du personnel enseignant du Cégep de Sherbrooke – CSN

Syndicat du personnel enseignant du Collège d'enseignement général et professionnel d'Ahuntsic

Syndicat du personnel de soutien du Cégep de Sherbrooke (CSQ)

Syndicat du personnel de soutien en éducation de la Rivière-du-Nord (CSQ)

Syndicat du personnel de soutien scolaire de la Commission scolaire de la Beauce-Etchemin (CSQ)

Syndicat des professeur-e-s du Collège François-Xavier-Garneau

Syndicat des professeures et des professeurs du Cégep Limoilou

Syndicat des professeures et des professeurs du Collège Édouard-Montpetit (SPPCEM)

Syndicat des professeures et professeurs du cégep de Sainte-Foy

Syndicat des professeures et professeurs du Collège John Abbott inc.

Syndicat des professeures et professeurs du Collège de Maisonneuve (SPPCM)

Syndicat des professeurs du Cégep du Vieux Montréal

Syndicat des professeurs du Collège Dawson

Syndicat des professeurs du Collège d'enseignement général et professionnel de Rosemont

Syndicat des professeurs du Collège Marie-Victorin

Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec, à l'égard des personnes employées qui ne font pas partie du personnel de soutien ni du personnel technique

Syndicat des professionnelles en soins de Chaudière-Appalaches

Syndicat des professionnelles en soins de Québec (S.P.S.Q.)

Syndicat des professionnelles et professionnels de commissions scolaires de l'ouest de Montréal

Syndicat des professionnelles et professionnels du milieu de l'éducation de Montréal (SPPMEM)

Syndicat du soutien scolaire de l'Outaouais (CSQ)

Syndicat des travailleurs de l'éducation de l'Est du Québec (STEEQ-CSQ)

Syndicat des travailleuses et des travailleurs du CHUS-CSN

Technologies NTER, société en commandite

Transplant Québec

Urgences-santé, à l'égard des personnes employées qui ne sont pas des techniciens ambulanciers

Vigi Santé Ltée pour les personnes employées travaillant aux établissements connus sous les désignations sociales suivantes:

- Centre d'hébergement et de soins de longue durée Vigi L'Orchidée blanche
- Centre d'hébergement et de soins de longue durée Vigi Mont-Royal

[...]

2.2. LES PERSONNES EMPLOYÉES D'UN CENTRE DE RECHERCHE AU SENS DE L'ARTICLE 6.2 QUI DEVIENNENT VISÉES PAR UNE DES **SIX** QUATRE UNITÉS DE NÉGOCIATION CONSTITUÉES EN VERTU DE LA LOI CONCERNANT LES UNITÉS DE NÉGOCIATION DANS LE SECTEUR DES AFFAIRES SOCIALES ([CHAPITRE U-0.1](#)) OU QUI SONT NOMMÉES OU EMBAUCHÉES APRÈS LE 31 DÉCEMBRE 2009 DANS UN CENTRE DE RECHERCHE DANS LEQUEL TOUTES LES PERSONNES EMPLOYÉES COTISENT, À CETTE DATE, AU PRÉSENT RÉGIME OU AU RÉGIME DE RETRAITE DU PERSONNEL D'ENCADREMENT

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 960.11

Insérer, après l'article 960.10 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **960.11.** L'article 432 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« Le ministre peut, avec l'approbation du Conseil du trésor, conclure avec un organisme représentatif des personnes visées ci-dessous œuvrant pour les établissements une entente portant sur les conditions de travail de celles-ci :

- 1° les biochimistes cliniques;
- 2° les candidats au certificat de spécialiste en biochimie clinique;
- 3° les pharmaciens;
- 4° les étudiants universitaires en pharmacie;
- 5° les physiciens médicaux. ». ».

Commentaires

Cet amendement, par concordance avec le remplacement de l'article 52, remplace le premier alinéa de l'article 432 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux afin d'y ajouter les candidats au certificat de spécialiste en biochimie clinique, les généticiens de laboratoire clinique certifiés et les personnes en voie d'obtenir un permis d'exercice de la pharmacie afin, à terme, d'assurer la cohérence de leurs conditions de travail.

Article 432 de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* tel que modifié

432. Le ministre peut, avec l'approbation du Conseil du trésor, conclure avec un organisme représentatif des personnes visées ci-dessous œuvrant pour les établissements une entente portant sur les conditions de travail de celles-ci

1° les biochimistes cliniques;

2° les candidats au certificat de spécialiste en biochimie clinique;

3° les pharmaciens;

4° les étudiants universitaires en pharmacie;

5° les physiciens médicaux.

~~Le ministre peut, avec l'approbation du Conseil du trésor, conclure avec un organisme représentatif des pharmaciens, des biochimistes cliniques ou des physiciens médicaux oeuvrant pour les établissements une entente portant sur les conditions de travail de ces pharmaciens, de ces biochimistes cliniques ou de ces physiciens médicaux.~~

Toute entente lie les établissements.

Le ministre doit consulter chaque association regroupant la majorité des établissements exerçant des activités propres à la mission de centres de même nature.

La rémunération et les autres conditions de travail convenues dans l'entente liant les pharmaciens, les biochimistes cliniques ou les physiciens médicaux en conformité avec le deuxième alinéa sont administrées par les établissements.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 1066.8 (art. 1 de la Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales)

Insérer, avant l'article 1067 du projet de loi, le suivant :

« **1066.8.** L'article 1 de la Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales (chapitre U-0.1) est modifié par le remplacement, dans le deuxième alinéa, de « d'une fusion d'établissements » par « de la fusion de certains établissements ».

Commentaires

Cet amendement propose d'introduire dans le projet de loi, article qui modifie l'article 1 de la Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales afin d'y préciser qu'elle ne s'applique qu'à certaines fusions d'établissements. En effet, ses dispositions relatives aux fusions ne viseront que les fusions d'établissements qui n'incluent aucun établissement de Santé Québec.

Article 1 de la Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales tel que modifié

1. La présente loi introduit un régime de représentation syndicale applicable aux associations de salariés et aux établissements du secteur des affaires sociales dont le régime de négociation est celui visé à la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic (chapitre R-8.2).

À cette fin, elle établit et limite le nombre de catégories de personnel suivant lesquelles les unités de négociation doivent être constituées. Elle prévoit également un mécanisme suivant lequel une association de salariés peut être accréditée pour représenter les salariés visés par une unité de négociation à la suite d'une intégration d'activités, ~~d'une fusion d'établissements~~ **de la fusion de certains établissements** ou d'une cession partielle d'activités d'un établissement à un autre établissement. Elle précise enfin les modalités particulières suivant lesquelles les parties doivent entreprendre, à la suite de l'accréditation de cette nouvelle association de salariés, la négociation des matières définies comme étant l'objet de stipulations négociées et agréées à l'échelle locale ou régionale

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 1066.9 (art. 4 à 8 de la Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales)

Insérer, après l'article 1066.8 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **1066.9.** Les articles 4 à 8 de cette loi sont remplacés par les suivants :

« **4.** Au sein d'un établissement du secteur des affaires sociales, les seules unités de négociation qui peuvent être constituées doivent l'être suivant les catégories de personnel suivantes :

- 1° catégorie du personnel en soins infirmiers définie à l'article 5;
- 2° catégorie du personnel de soutien opérationnel et de métiers définie à l'article 6;
- 3° catégorie du personnel d'assistance aux soins cliniques définie à l'article 7;
- 4° catégorie du personnel de soutien de nature administrative définie à l'article 8;
- 5° catégorie des techniciens et des professionnels de la santé et des services sociaux définie à l'article 8.1;
- 6° catégorie des techniciens et des professionnels de soutien spécialisés et en soins cardio-respiratoires définie à l'article 8.2.

« **5.** La catégorie du personnel en soins infirmiers comprend les salariés dont la pratique est régie par la Loi sur les infirmières et les infirmiers (chapitre I-8), les salariés membres de l'Ordre professionnel des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec ainsi que les salariés qui ont pour fonction d'assurer la qualité des soins infirmiers et qui occupent un emploi visé par un des titres d'emploi énumérés à la liste prévue à l'annexe 1.

« **6.** La catégorie du personnel de soutien opérationnel et de métiers comprend les salariés dont l'emploi vise les services auxiliaires de type manuel ainsi que les métiers spécialisés ou non spécialisés pouvant requérir un certificat de qualification et qui

occupent un emploi visé par un des titres d'emploi énumérés à la liste prévue à l'annexe 2.

« 7. La catégorie du personnel d'assistance aux soins cliniques comprend les salariés dont l'emploi est caractérisé par l'exécution de tâches semi-spécialisées pour apporter un support fonctionnel à des professionnels ou à des techniciens de la santé et des services sociaux et qui occupent un emploi visé par un des titres d'emploi énumérés à la liste prévue à l'annexe 3.

« 8. La catégorie du personnel de soutien de nature administrative comprend les salariés dont l'emploi est caractérisé par l'exécution d'un ensemble de travaux administratifs, professionnels, techniques ou courants et qui occupent un emploi visé par un des titres d'emploi énumérés à la liste prévue à l'annexe 4.

« 8.1. La catégorie des techniciens et des professionnels de la santé et des services sociaux comprend les salariés techniciens et professionnels dont l'emploi est caractérisé par la dispensation de services de santé ou de services sociaux aux usagers ou par des travaux de nature professionnelle ou technique exécutés dans le cadre de tels services et qui occupent un emploi visé par un des titres d'emploi énumérés à la liste prévue à l'annexe 5.

« 8.2. La catégorie des techniciens et des professionnels de soutien spécialisés et en soins cardio-respiratoires comprend les salariés techniciens et professionnels dont l'emploi est caractérisé par un support aux soins dans des secteurs spécialisés ou qui sont affectés aux soins cardio-respiratoires et qui occupent un emploi visé par un des titres d'emploi énumérés à la liste prévue à l'annexe 6. ». ».

Commentaire :

Cet amendement propose d'introduire dans le projet de loi un article 1066.9 qui, à son tour, modifie la Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales afin de substituer six catégories aux quatre initialement prévues par cette loi selon lesquelles les unités de négociations des établissements doivent être constituées.

La création de ces nouvelles catégories amène une nouvelle répartition des titres d'emploi énumérés aux annexes de cette loi et constituant chacune des catégories.

De même les articles décrivant sommairement le contenu de chacun des catégories font l'objet d'un remplacement.

Texte modifié des articles 4 à 8 de la Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales

4. Au sein d'un établissement du secteur des affaires sociales, les seules unités de négociation qui peuvent être constituées doivent l'être suivant les catégories de personnel suivantes :

1° catégorie du personnel en soins infirmiers définie à l'article 5;

2° catégorie du personnel de soutien opérationnel et de métiers définie à l'article 6;

3° catégorie du personnel d'assistance aux soins cliniques définie à l'article 7;

4° catégorie du personnel de soutien de nature administrative définie à l'article 8;

5° catégorie des techniciens et des professionnels de la santé et des services sociaux définie à l'article 8.1;

6° catégorie des techniciens et des professionnels de soutien spécialisés et en soins cardio-respiratoires définie à l'article 8.2.

5. La catégorie du personnel en soins infirmiers comprend les salariés dont la pratique est régie par la Loi sur les infirmières et les infirmiers (chapitre I-8), les salariés membres de l'Ordre professionnel des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec ainsi que les salariés qui ont pour fonction d'assurer la qualité des soins infirmiers et qui occupent un emploi visé par un des titres d'emploi énumérés à la liste prévue à l'annexe 1.

6. La catégorie du personnel de soutien opérationnel et de métiers comprend les salariés dont l'emploi vise les services auxiliaires de type manuel ainsi que les métiers spécialisés ou non spécialisés pouvant requérir un certificat de qualification et qui occupent un emploi visé par un des titres d'emploi énumérés à la liste prévue à l'annexe 2.

7. La catégorie du personnel d'assistance aux soins cliniques comprend les salariés dont l'emploi est caractérisé par l'exécution de tâches semi-spécialisées pour apporter un support fonctionnel à des professionnels ou à des techniciens de la santé et des services sociaux et qui occupent un emploi visé par un des titres d'emploi énumérés à la liste prévue à l'annexe 3.

8. La catégorie du personnel de soutien de nature administrative comprend les salariés dont l'emploi est caractérisé par l'exécution d'un ensemble de travaux administratifs, professionnels, techniques ou courants et qui occupent un emploi visé par un des titres d'emploi énumérés à la liste prévue à l'annexe 4.

8.1. La catégorie des techniciens et des professionnels de la santé et des services sociaux comprend les salariés techniciens et professionnels dont l'emploi est caractérisé par la dispensation de services de santé ou de services sociaux aux usagers ou par des travaux de nature professionnelle ou technique

exécutés dans le cadre de tels services et qui occupent un emploi visé par un des titres d'emploi énumérés à la liste prévue à l'annexe 5.

8.2. La catégorie des techniciens et des professionnels de soutien spécialisés et en soins cardio-respiratoires comprend les salariés techniciens et professionnels dont l'emploi est caractérisé par un support aux soins dans des secteurs spécialisés ou qui sont affectés aux soins cardio-respiratoires et qui occupent un emploi visé par un des titres d'emploi énumérés à la liste prévue à l'annexe 6.

~~4. — Au sein d'un établissement du secteur des affaires sociales, les seules unités de négociation qui peuvent être constituées doivent l'être suivant les catégories de personnel suivantes:~~

~~1° catégorie du personnel en soins infirmiers et cardio-respiratoires définie à l'article 5;~~

~~2° catégorie du personnel paratechnique, des services auxiliaires et de métiers définie à l'article 6;~~

~~3° catégorie du personnel de bureau, des techniciens et des professionnels de l'administration définie à l'article 7;~~

~~4° catégorie des techniciens et des professionnels de la santé et des services sociaux définie à l'article 8.~~

~~5. — La catégorie du personnel en soins infirmiers et cardio-respiratoires comprend les salariés dont la pratique est régie par la Loi sur les infirmières et les infirmiers (chapitre I-8), les salariés membres de l'Ordre professionnel des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec ainsi que les salariés affectés aux soins infirmiers ou cardio-respiratoires et qui occupent un emploi visé par un des titres d'emploi énumérés à la liste prévue à l'annexe 1.~~

~~6. — La catégorie du personnel paratechnique, des services auxiliaires et de métiers comprend les salariés dont l'emploi est caractérisé par l'exécution de tâches semi-spécialisées pour apporter un support fonctionnel généralement à des professionnels ou à des techniciens de la santé et des services sociaux de même que les salariés dont l'emploi vise les services auxiliaires de type manuel ainsi que les métiers spécialisés ou non spécialisés pouvant requérir un certificat de qualification et qui occupent un emploi visé par un des titres d'emploi énumérés à la liste prévue à l'annexe 2.~~

~~7. — La catégorie du personnel de bureau, des techniciens et des professionnels de l'administration comprend les salariés dont l'emploi est caractérisé par l'exécution d'un ensemble de travaux administratifs, professionnels, techniques ou courants et qui occupent un emploi visé par un des titres d'emploi énumérés à la liste prévue à l'annexe 3.~~

~~8. — La catégorie des techniciens et des professionnels de la santé et des services sociaux comprend les salariés dont l'emploi est caractérisé par la dispensation de services de santé ou de services sociaux aux usagers ou par des travaux de nature professionnelle ou technique exécutés dans le cadre de tels services et qui occupent un emploi visé par un des titres d'emploi énumérés à la liste prévue à l'annexe 4.~~

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 1067.1 (art. 10 de la Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales)

Insérer, après l'article 1067 du projet de loi, le suivant :

« **1067.1.** L'article 10 de cette loi est modifié par le remplacement, partout où ceci se trouve, de « 1 à 4 » par « 1 à 6 ».

Commentaires

Cet amendement est en concordance avec l'amendement introduisant l'article 1066.9 et en ayant pour effet de modifier le nombre de catégories de personnel.

Texte modifié de l'article 10 de la Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales

10. Il appartient au Tribunal administratif du travail saisi d'une requête de se prononcer sur la catégorie de personnel à laquelle se rattache un titre d'emploi dont la validité a été reconnue, par entente à l'échelle nationale, entre la partie syndicale et la partie patronale et qui n'est pas énuméré à l'une ou l'autre des listes prévues aux annexes ~~1 à 4~~ **1 à 6**.

Une fois par année, le Tribunal transmet au ministre de la Santé et des Services sociaux la liste des titres d'emploi qui s'ajoutent à ceux prévus aux annexes ~~1 à 4~~ **1 à 6**, à la suite des décisions qu'il a rendues. Le ministre publie cette liste à la *Gazette officielle du Québec*. À partir de cette publication, le ministre de la Justice assure la mise à jour de la liste des titres d'emploi prévus à ces annexes dans le Recueil des lois et des règlements du Québec.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 1067.2

Insérer, après l'article 1067.1 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **1067.2.** L'intitulé de la sous-section 2 de la section II de cette loi est modifié par l'insertion, après « *négociation* », de « *au sein d'un établissement autre que Santé Québec* ». ».

Commentaires

Cet amendement propose d'introduire dans le projet de loi, article qui modifie l'intitulé de la sous-section 2 de la section II de la Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales afin d'y préciser qu'elle ne s'applique qu'à certaines fusions d'établissements. En effet, ses dispositions relatives aux fusions ne viseront que les fusions d'établissements qui n'incluent aucun établissement de Santé Québec.

Texte modifié de l'intitulé de la sous-section 2 de la section II de la Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales

§ 2. — Détermination d'une nouvelle unité de négociation **au sein d'un établissement autre que Santé Québec** à la suite d'une intégration d'activités ou d'une fusion d'établissements

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 1068 (article 13 de la Loi concernant les unités de négociations dans le secteur des affaires sociales)

Supprimer le paragraphe 2° de l'article 1068 du projet de loi.

Commentaires

Cet amendement supprime la modification que le paragraphe 2° de l'article 1068 du projet de loi aurait apporté au deuxième alinéa de l'article 13 de la Loi concernant les unités de négociations dans le secteur des affaires sociales puisque la cession d'activités à Santé Québec fera l'objet de dispositions particulières qui seront proposées par d'autres amendements.

Article 1068 du projet de loi tel que modifié

1068. L'article 13 de cette loi est modifié :

1° par l'insertion, dans le premier alinéa et après « sociaux », de « pour les Inuit et les Naskapis »;

2° ~~par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :~~

~~« Il en est de même lorsque Santé Québec acquiert l'entreprise d'un établissement privé et en intègre les activités aux siennes ou lorsque des établissements privés conventionnés fusionnent entre eux. ».~~

Article 13 de la Loi concernant les unités de négociations dans le secteur des affaires sociales tel que modifié

13. Lorsque le ministre constate qu'une intégration d'activités visée à l'article 330 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux **pour les Inuit et les Naskapis** (chapitre S-4.2) ou une fusion d'établissements visée à l'article 323 de cette loi impliquera au moins un établissement au sein duquel une association de salariés est accréditée, il

avise le Tribunal administratif du travail en lui indiquant le nom des établissements en cause et la date prévue de l'intégration ou de la fusion.

Il en est de même lorsqu'un établissement privé conventionné acquiert l'entreprise d'un autre établissement privé et intègre les activités de cet autre établissement aux siennes ou fusionne avec cet autre établissement.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 1068.1 (article 28.1 de la Loi concernant les unités de négociations dans le secteur des affaires sociales)

Insérer, après l'article 1068 du projet de loi, le suivant :

« **1068.1.** Cette loi est modifiée par l'insertion, avant l'article 29, du suivant :

« **28.1.** Les dispositions de la présente sous-section s'appliquent à Santé Québec seulement si elle est concernée par une cession partielle en tant qu'établissement cédant. ». ».

Commentaires

Cet amendement propose l'introduction dans le projet de loi d'un article qui vise à préciser que la sous-section 3 de la section II de la Loi concernant les unités de négociations dans le secteur des affaires sociales ne s'appliquent à Santé Québec que dans le cas où elle serait l'établissement cédant dans cession partielle d'activités puisque la cession d'activités où Santé Québec et le cessionnaire fera l'objet de dispositions particulières qui seront proposées par d'autres amendements.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 1068.2

Insérer, après l'article 1068.1 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **1068.2.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 34, de la sous-section suivante :

« § 4. — *Cession d'activités à Santé Québec*

« **34.1.** La cession totale d'activités d'un établissement ou de tout autre employeur à Santé Québec entraîne la révocation de toute accréditation accordée en vertu du Code du travail (chapitre C-27) à l'égard de l'employeur cédant et, sous réserve de l'article 34.2, met fin à toute convention collective liant cet employeur à une association de salariés. La cession totale met également fin à toute procédure en vue de l'obtention d'une accréditation à l'égard de l'employeur cédant ou de la conclusion d'une convention collective le liant.

La cession partielle d'activités d'un employeur à Santé Québec produit les mêmes effets, sauf aux fins des relations du travail entre l'employeur cédant et l'association de salariés concernés.

« **34.2.** Pour toute procédure se rapportant à l'exécution d'une convention collective visée à l'article 34.1 et entreprise avant la date de la cession d'activités, une accréditation est réputée ne pas être révoquée et la convention collective est réputée ne pas avoir pris fin.

Le premier alinéa n'a pas pour effet de rendre Santé Québec partie à une telle procédure.

« **34.3.** Les conditions de travail en vigueur au sein de Santé Québec s'appliquent à tout salarié qui y est transféré à l'occasion de la cession d'activités visée à l'article 34.1, dès le moment de son transfert. ». ».

Commentaires

Cet amendement propose l'introduction dans le projet de loi d'un article qui introduit à son tour, dans la Loi concernant les unités de négociations dans le secteur des affaires sociales, un ensemble de dispositions qui vise à ce que, à l'occasion d'une cession

d'activités où Santé Québec est cessionnaire, les employés qui deviennent ceux de Santé Québec bénéficient immédiatement des conditions de travail qui s'y appliquent et soient intégrés aux unités de négociations existantes.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 1068.3

Insérer, après l'article 1068.2 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **1068.3.** L'article 35 de cette loi est modifié par l'insertion, dans le premier alinéa et après « fusion d'établissements », de « visée à l'article 13 ». ».

Commentaires

Cet amendement propose l'introduction dans le projet de loi d'un article qui modifie l'article 35 de la Loi concernant les unités de négociations dans le secteur des affaires sociales afin de préciser qu'il ne s'applique qu'aux fusions visées à l'article 13 de cette même loi.

Tout comme l'article 13 de cette loi, l'article 35 ne visera pas une fusion qui comprendrait un établissement de Santé Québec.

Texte modifié de l'article 35 de la Loi concernant les unités de négociations dans le secteur des affaires sociales

35. À compter de la date d'accréditation de la nouvelle association de salariés à la suite d'une intégration d'activités ou d'une fusion d'établissements visée à l'article 13, l'établissement intégrant ou le nouvel établissement résultant de la fusion et l'association de salariés nouvellement accréditée en vertu de l'article 20 entreprennent la négociation des matières définies comme étant l'objet de stipulations négociées et agréées à l'échelle locale ou régionale par la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic (chapitre R-8.2).

Les parties disposent d'un délai de 24 mois à compter de la date d'accréditation de la nouvelle association de salariés pour s'entendre sur ces stipulations. À défaut d'entente, à l'expiration de ce délai de 24 mois, sur une matière faisant l'objet de stipulations négociées et agréées à l'échelle locale ou régionale, l'établissement doit, dans les 10 jours suivant l'expiration de ce délai, demander au ministre du Travail de nommer un médiateur-arbitre des offres finales en vue du règlement du désaccord, en informant l'association de salariés de cette demande.

Toutefois, pendant les 12 premiers mois, les parties peuvent, à défaut d'entente, demander conjointement au ministre du Travail de nommer un médiateur-arbitre des

offres finales en vue du règlement du désaccord. De même, à l'expiration des premiers 12 mois, l'une ou l'autre des parties peut, dans les 12 mois qui suivent, adresser pareille demande au ministre du Travail, en informant l'autre partie à cet égard.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 1068.4 (art. 70 de la Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales)

Insérer, après l'article 1068.3 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **1068.4.** L'article 70 de cette loi est abrogé. ».

Commentaires

Cet amendement vise à ce que l'application de la *Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales* ne soit pas limitée aux établissements qui ont quatre unités de négociation ou plus.

Cela permettra, en outre, de faire appliquer les dispositions des articles 72 à 92 de cette loi aux établissements privés nouvellement conventionnés afin que toute unité de négociation soit conforme aux catégories prévues par cette loi et puisse s'intégrer harmonieusement au cadre juridique mis en place par la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic.

Texte modifié de l'article 70 de la Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales

~~70. La sous-section 2 de la présente section ne s'applique pas à un établissement au sein duquel il existe moins de quatre unités de négociation.~~

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 1068.5 (art. 71 de la Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales)

Insérer, après l'article 1068.4 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **1068.5.** L'article 71 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **71.** Le ministre détermine par arrêté la date à laquelle les articles 72 à 92 prennent effet à l'égard des établissements qu'il indique. Un tel arrêté est publié à la *Gazette officielle du Québec*.

Le ministre peut exercer de nouveau à l'égard d'un même établissement le pouvoir que lui confère le premier alinéa lorsque le régime de représentation syndicale de cet établissement a cessé d'être conforme aux dispositions de la sous-section 1 de la section II, sauf dans les cas suivants :

1° lorsque les dispositions des articles 12 à 28 sont applicables à l'établissement à la suite d'une intégration d'activités ou d'une fusion d'établissements visée à l'article 13;

2° lorsque les dispositions des articles 29 à 34 sont applicables à l'établissement en tant que cessionnaire à la suite d'une cession partielle d'activités. ». ».

Commentaires

Cet amendement vise à permettre que la procédure prévue à la *Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales* pour rendre la représentation syndicale au sein d'un établissement conforme au régime prévu par cette loi soit de nouveau applicable lorsqu'un établissement devra avoir six catégories de personnel plutôt que quatre. Cette procédure est la même que celle suivie pour regrouper selon les quatre catégories les unités de négociation qui existaient en 2003 dans les différents établissements ; elle demeure applicable pour passer de 4 à 6 catégories.

Il convient de noter que l'application de cette procédure à Santé Québec ne découlera pas d'une décision du ministre mais plutôt de celle du gouvernement de mettre en vigueur l'article 1066.9 du projet de loi, ainsi que le prévoit l'article 1163.1 qui sera introduit par amendement.

Texte modifié de l'article 71 de la Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales

~~71. Le ministre détermine par arrêté la date à laquelle les articles 72 à 92 prennent effet à l'égard de ceux des établissements qu'il indique. Le ministre agit de même en ce qui concerne la prise d'effet des articles 88 à 92 à l'égard d'un établissement visé à l'article 70. Ces arrêtés sont publiés à la *Gazette officielle du Québec*.~~

Le ministre détermine par arrêté la date à laquelle les articles 72 à 92 prennent effet à l'égard des établissements qu'il indique. Un tel arrêté est publié à la *Gazette officielle du Québec*.

Le ministre peut exercer de nouveau à l'égard d'un même établissement le pouvoir que lui confère le premier alinéa lorsque le régime de représentation syndicale de cet établissement a cessé d'être conforme aux dispositions de la sous-section 1 de la section II, sauf dans les cas suivants :

1° lorsque les dispositions des articles 12 à 28 sont applicables à l'établissement à la suite d'une intégration d'activités ou d'une fusion d'établissements visée à l'article 13;

2° lorsque les dispositions des articles 29 à 34 sont applicables à l'établissement en tant que cessionnaire à la suite d'une cession partielle d'activités.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 1068.6 (art. 88 de la Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales)

Insérer, après l'article 1068.5 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **1068.6.** L'article 88 de cette loi est modifié :

1° dans le premier alinéa :

a) par le remplacement de « À compter de la date d'accréditation de la nouvelle association de salariés, l'établissement » par « L'établissement »;

b) par l'insertion, à la fin, de « à compter, selon le cas :

1° de la date d'accréditation de la nouvelle association de salariés, lorsque la convention collective de chaque association de salariés accréditée visée au paragraphe 1° de l'article 73, en vigueur le jour précédant la date d'accréditation de la nouvelle association de salariés, comprend des stipulations négociées et agréées à l'échelle nationale;

2° de la date à laquelle la nouvelle association de salariés est liée par des stipulations visées à l'article 44 de cette loi, dans les autres cas » ;

2° par le remplacement, dans le deuxième alinéa, de « d'accréditation de la nouvelle association de salariés » par « déterminée en application du premier alinéa ».

Commentaires

Cet amendement propose l'introduction dans le projet de loi d'un article 1068.6 qui à son tour modifie l'article 88 de la Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales.

Comme les articles 72 à 92 doivent s'appliquer en vue de rendre conforme à cette loi un établissement privé nouvellement conventionné, il faut que l'article 88 puisse tenir compte de deux situations possibles pour un tel établissement. L'une, où des stipulations nationales existent au moment de l'accréditation de la nouvelle association et l'autre, où ces stipulations doivent être négociées parce que l'association de salariés n'est pas affiliée à un groupement de telles association et, qu'en conséquence, l'article 28 de la Loi

concernant le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic ne trouve pas application.

TEXTE MODIFIÉ DE L'ARTICLE 88 DE LA LOI CONCERNANT LES UNITÉS DE NÉGOCIATION DANS LE SECTEUR DES AFFAIRES SOCIALES

88. L'établissement ~~À compter de la date d'accréditation de la nouvelle association de salariés,~~ l'établissement en cause et l'association de salariés nouvellement accréditée en vertu de l'article 79 entreprennent la négociation des matières définies comme étant l'objet de stipulations négociées et agréées à l'échelle locale ou régionale par la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic (chapitre R-8.2) à compter, selon le cas :

1° de la date d'accréditation de la nouvelle association de salariés, lorsque la convention collective de chaque association de salariés accréditée visée au paragraphe 1° de l'article 73, en vigueur le jour précédant la date d'accréditation de la nouvelle association de salariés, comprend des stipulations négociées et agréées à l'échelle nationale;

2° de la date à laquelle la nouvelle association de salariés est liée par de telles stipulations, dans les autres cas.

Les parties disposent d'un délai de 24 mois à compter de la date déterminée en application du premier alinéa ~~d'accréditation de la nouvelle association de salariés~~ pour s'entendre sur ces stipulations. À défaut d'entente, à l'expiration de ce délai de 24 mois, sur une matière faisant l'objet de stipulations négociées et agréées à l'échelle locale ou régionale, l'établissement doit, dans les 10 jours suivant l'expiration de ce délai, demander au ministre du Travail de nommer un médiateur-arbitre des offres finales en vue du règlement du désaccord, en informant l'association de salariés de cette demande.

Toutefois, pendant les 12 premiers mois, les parties peuvent, à défaut d'entente, demander conjointement au ministre du Travail de nommer un médiateur-arbitre des offres finales en vue du règlement du désaccord. De même, à l'expiration des premiers 12 mois, l'une ou l'autre des parties peut, dans les 12 mois qui suivent, adresser pareille demande au ministre du Travail, en informant l'autre partie à cet égard.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 1068.7 (art. 89 de la Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales)

Insérer, après l'article 1068.6 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **1068.7.** L'article 89 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans le premier alinéa, de « intégrant ou le nouvel établissement résultant de la fusion » par « concerné » ;

2° par le remplacement, dans le deuxième alinéa, de « la date de l'intégration ou de la fusion » par « cette date ».

Commentaire

Cet amendement vise à corriger des erreurs dans l'article 89 de la *Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales*. De fait, les dispositions des articles 88 à 92 de cette loi portent sur la détermination des premières stipulations négociées ou agréées à l'échelle locale ou nationale alors que les dispositions propres à un cas d'intégration ou de fusion de certains établissements sont plutôt aux articles 12 à 28 de cette loi.

Texte modifié de l'article 89 de la Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales

89. Sauf dans le cas où l'accréditation de l'association de salariés est révoquée en vertu de l'article 83 et malgré les dispositions de l'article 9, la convention collective de chaque association de salariés accréditée visée au paragraphe 1° de l'article 73, en vigueur le jour précédant la date d'accréditation de la nouvelle association de salariés, et les arrangements locaux qui s'y rattachent continuent à s'appliquer à l'égard des salariés visés par chacune de ces conventions collectives. L'établissement ~~intégrant ou le nouvel établissement résultant de la fusion~~ **concerné** et l'association de salariés nouvellement accréditée peuvent toutefois convenir d'appliquer, à tous les salariés compris dans la nouvelle unité de négociation, la convention collective de l'association de salariés nouvellement accréditée et les arrangements locaux qui s'y rattachent.

La convention collective de l'association de salariés nouvellement accréditée et les arrangements locaux qui s'y rattachent s'appliquent, dès la date d'accréditation de la

nouvelle association de salariés, aux salariés qui n'étaient pas représentés par une association de salariés accréditée le jour précédant ~~la date de l'intégration ou de la fusion~~ cette date.

À compter de la date d'entrée en vigueur d'une entente relative à une matière négociée et agréée à l'échelle locale ou régionale, les stipulations qui avaient été négociées et agréées à l'échelle nationale et les arrangements locaux portant sur cette matière cessent de s'appliquer. L'établissement et l'association de salariés nouvellement accréditée peuvent convenir de mettre en vigueur les stipulations négociées et agréées à l'échelle locale ou régionale à des dates différentes.

Les nouvelles stipulations négociées et agréées à l'échelle nationale, après la date d'accréditation de la nouvelle association de salariés, prennent effet à la date prévue à ces stipulations. Les arrangements locaux relatifs aux stipulations de la convention collective antérieure, que ces nouvelles stipulations remplacent, cessent de s'appliquer à cette date.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 1068.8 (art. 92 de la Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales)

Insérer, après l'article 1068.7 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **1068.8.** L'article 92 de cette loi est modifié par la suppression du deuxième alinéa. ». ».

Commentaire

Cet amendement est en concordance avec l'amendement introduisant l'article 1068.4 au projet de loi et ayant pour effet d'abroger l'article 70 de la *Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociale*.

Le deuxième alinéa de l'article 92 de cette loi prévoyait certaines adaptations aux articles de la sous-section ciblée dans le cas d'un établissement visé à l'article 70. Ce dernier étant abrogé, le deuxième alinéa devient sans objet.

Texte modifié de l'article 92 de la Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales

92. Aux fins de la présente sous-section, les dispositions des articles 38 et 40 à 51 s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires.

~~Dans le cas d'un établissement visé à l'article 70, lorsqu'une disposition prévue à l'un ou l'autre des articles 88, 89 et 91 fait référence à la date d'accréditation de la nouvelle association de salariés, cette disposition doit être lue comme faisant référence à la date de la prise d'effet indiquée dans l'arrêté du ministre pris en vertu de l'article 71. De même, lorsqu'une disposition prévue à l'un ou l'autre des articles 88 à 91 fait référence à la nouvelle association de salariés, cette disposition doit être lue comme faisant référence à l'association de salariés qui existe au sein de l'établissement le jour précédant la date de prise d'effet de ces articles.~~

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 1068.9

Insérer, après l'article 1068.8 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **1068.9.** Les annexes 1 à 4 de cette loi sont remplacées par les annexes 1 à 6, dont le texte figure à l'annexe III de la présente loi. ». ».

Commentaire

Cet amendement vise le remplacement des annexe 1 à 4 de la Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales par 6 nouvelles annexes en concordance avec l'article 1066.9, introduit par amendement.

Les titres d'emploi énumérés dans ces six nouvelles annexes correspondent à ceux énumérés par les quatre annexes de cette loi compte tenu de leur mise à jour.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 1069 (article 94 de la Loi concernant les unités de négociations dans le secteur des affaires sociales)

Remplacer l'article 1069 du projet de loi par le suivant :

« **1069.** L'article 94 de cette loi est modifié par le remplacement de « pharmacien, à un biochimiste clinique ou à un physicien médical visé à l'article 3 de la Loi sur l'assurance-hospitalisation (chapitre A-28) ou à l'article 432 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux » par « biochimiste clinique, à un candidat au certificat de spécialiste en biochimie clinique, à un généticien de laboratoire clinique certifié, à un pharmacien, à une personne en voie d'obtenir un permis d'exercice de la pharmacie ou à un physicien médical visé à l'article 3 de la Loi sur l'assurance-hospitalisation (chapitre A-28), à l'article 52 de la Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace (*indiquer ici l'année et le numéro de chapitre de cette loi*) ou à l'article 432 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les Inuit et les Naskapis ». ».

Commentaires

Cet amendement remplace l'article 1069 du projet de loi afin que la modification qu'il propose à l'article 94 de la Loi concernant les unités de négociations dans le secteur des affaires sociales soit en concordance avec le texte modifié de l'article 3 de la Loi sur l'assurance-hospitalisation.

Article 94 de la Loi concernant les unités de négociations dans le secteur des affaires sociales

94. La présente loi ne s'applique pas à un biochimiste clinique, à un candidat au certificat de spécialiste en biochimie clinique, à un généticien de laboratoire clinique certifié, à un pharmacien, à une personne en voie d'obtenir un permis d'exercice de la pharmacie ou à un physicien médical visé à l'article 3 de la Loi sur l'assurance-hospitalisation (chapitre A-28), à l'article 52 de la Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace (*indiquer ici l'année et le numéro de chapitre de cette loi*) ou à l'article 432 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les Inuit et les Naskapispharmacien, à un biochimiste

~~clinique ou à un physicien médical visé à l'article 3 de la Loi sur l'assurance-hospitalisation (chapitre A-28) ou à l'article 432 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-4.2), ni à un résident en médecine visé à l'article 19.1 de la Loi sur l'assurance maladie (chapitre A-29). Elle ne s'applique pas non plus à une personne recrutée par un chercheur ou un organisme voué à la recherche et dont la rémunération provient d'un fonds de recherche.~~

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 1075

Remplacer le premier alinéa de l'article 1075 du projet de loi par le suivant :

« Les employés transférés à Santé Québec en vertu de l'article 1074 de la présente loi continuent d'être représentés par les associations accréditées qui les représentaient avant leur transfert jusqu'à ce que, à la suite de la fusion prévue à l'article 1087 de la présente loi, le processus prévu aux articles 72 et suivants de la Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales (chapitre U-0.1), applicable en vertu de l'article 1163.1 de la présente loi, soit complété et qu'une association soit accréditée pour les représenter. Sous réserve de l'article 1076 de la présente loi, les conditions de travail que ces employés avaient avant ce transfert continuent de s'appliquer, telles qu'elles peuvent être modifiées après ce transfert, avec les adaptations nécessaires, jusqu'à ce qu'elles soient remplacées par des stipulations négociées et agréées suivant les dispositions du chapitre III de la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic (chapitre R-8.2). ».

Commentaires

Cet amendement vise à clarifier le premier alinéa de l'article 1075 du projet de loi afin de traiter distinctement la période pendant laquelle un employé transféré à Santé Québec continue d'être représenté par l'association qui le représentait avant le transfert et celle pendant laquelle ses conditions de travail antérieures au transfert survivront. Ce traitement distinct s'explique en raison de la période, prévue par la Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales, pendant laquelle l'association nouvellement accréditée négociera des stipulations locales qui, à terme, permettront le remplacement complet des anciennes conditions de travail de l'employé transféré.

Cet amendement précise également que le processus prévu par la Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales est celui prévu aux articles 72 et suivants de cette loi plutôt qu'à l'article 12 par concordance avec le retrait de l'article 1099 et l'introduction de l'article 1163.1.

Article 1075 du projet de loi tel que modifié

1075. Les employés transférés à Santé Québec en vertu de l'article 1074 de la présente loi continuent d'être représentés par les associations accréditées qui les

représentaient avant leur transfert jusqu'à ce que, à la suite de la fusion prévue à l'article 1087 de la présente loi, le processus prévu aux articles 72 et suivants de la Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales (chapitre U-0.1), applicable en vertu de l'article 1163.1 de la présente loi, soit complété et qu'une association soit accréditée pour les représenter. Sous réserve de l'article 1076 de la présente loi, les conditions de travail que ces employés avaient avant ce transfert continuent de s'appliquer, telles qu'elles peuvent être modifiées après ce transfert, avec les adaptations nécessaires, jusqu'à ce qu'elles soient remplacées par des stipulations négociées et agréées suivant les dispositions du chapitre III de la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic (chapitre R-8.2). Les employés transférés à Santé Québec en vertu de l'article 1074 de la présente loi continuent d'être représentés par les associations accréditées qui les représentaient avant leur transfert et, sous réserve de l'article 1076 de la présente loi, les conditions de travail qu'ils avaient avant ce transfert continuent de s'appliquer, avec les adaptations nécessaires, jusqu'à ce que, à la suite de la fusion prévue à l'article 1087 de la présente loi, le processus prévu aux articles 72 et suivants de la Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales (chapitre U-0.1), applicable en vertu de l'article 1099 de la présente loi, soit complété et qu'une association soit accréditée pour les représenter.

Les conditions de travail d'un employé de Santé Québec transféré en vertu de l'article 1074 qui n'était pas régi par une convention collective et qui ne faisait pas partie du personnel d'encadrement avant son transfert continuent de s'appliquer, sous réserve de l'article 1076, jusqu'à ce qu'elles soient modifiées par un règlement du ministre pris en vertu de l'article 51.

Les conditions de travail d'un employé de Santé Québec transféré en vertu de l'article 1074 et qui faisait partie du personnel d'encadrement avant son transfert continuent de s'appliquer jusqu'à ce qu'elles soient modifiées par un règlement du ministre pris en vertu de l'article 51.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 1076

Ajouter, à la fin de l'article 1076 du projet de loi, l'alinéa suivant :

« Le titre d'emploi et les libellés correspondants d'un employé visé au premier ou au deuxième alinéa de l'article 1075 peuvent faire l'objet du remplacement prévu au premier alinéa, même si l'employé concerné ne satisfait pas aux conditions nécessaires pour avoir un titre d'emploi prévu à la nomenclature des titres d'emploi, des libellés, des taux et des échelles de salaire du réseau de la santé et des services sociaux. ».

Commentaires

Cet amendement apporte à l'article 1076 du projet de loi une modification visant à préserver certains droits acquis par des employés dont l'expérience a été reconnue, au sein de la fonction publique, comme équivalant à un certain niveau de scolarité devant être détenu pour certains titres d'emploi dans le réseau de la santé et des services sociaux.

Article 1076 du projet de loi tel que modifié

1076. Les titres d'emploi et les libellés correspondants prévus par les conventions collectives ou les conditions de travail des employés visés aux premier et deuxième alinéas de l'article 1075 avant qu'ils ne soient transférés à Santé Québec en vertu de l'article 1074 sont remplacés par les titres d'emploi et les libellés équivalents parmi ceux prévus à la nomenclature des titres d'emploi, des libellés, des taux et des échelles de salaire du réseau de la santé et des services sociaux. Si aucun titre d'emploi n'est équivalent, d'autres titres d'emploi peuvent être créés par le ministre selon le mécanisme de modifications à cette nomenclature prévue par les conventions collectives applicables aux salariés du réseau de la santé et des services sociaux.

Les employés transférés sont intégrés dans l'échelle de salaire de leur nouveau titre d'emploi à l'échelon dont le taux de salaire horaire est égal ou immédiatement supérieur à leur taux de salaire avant leur intégration. Les règles prévues par les conditions de travail de ces employés relatives aux personnes salariées hors taux ou hors échelle s'appliquent, le cas échéant.

Le titre d'emploi et les libellés correspondants d'un employé visé au premier ou au deuxième alinéa de l'article 1075 peuvent faire l'objet du remplacement prévu

au premier alinéa, même si l'employé concerné ne satisfait pas aux conditions nécessaires pour avoir un titre d'emploi prévu à la nomenclature des titres d'emploi, des libellés, des taux et des échelles de salaire du réseau de la santé et des services sociaux.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 1077

À l'article 1077 du projet de loi :

- 1° remplacer, dans le premier alinéa, « de la fusion » par « du regroupement »;
- 2° remplacer le deuxième alinéa par le suivant :

« Pour l'application de la présente partie, la date de l'entrée en vigueur de l'article 1066.9 est appelée « jour du regroupement ». ».

Commentaires

Cet amendement apporte à l'article 1077 une modification par concordance avec l'introduction de l'article 1163.1 qui prévoit que le processus de regroupement des unités de négociation au sein de Santé Québec en six unités conformes aux dispositions de la Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales débutera au moment où entreranno en vigueur les dispositions du projet de loi qui modifient cette loi afin de prévoir ces six catégories. Cette date d'entrée en vigueur pourra être postérieure à la fusion prévue à l'article 1087 du projet de loi.

Article 1077 du projet de loi tel que modifié

1077. Malgré la Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales, il peut y avoir plus d'une association de salariés accréditée représentant une catégorie de personnel de Santé Québec entre la date de l'entrée en vigueur de l'article 20 de la présente loi et le jour **du regroupement** ~~de la fusion~~.

Pour l'application de la présente partie, la date de l'entrée en vigueur de l'article 1066.9 est appelée « jour du regroupement ».

~~Pour l'application de la présente partie, la date de la fusion prévue à l'article 1087 est appelée « jour de la fusion ».~~

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 1083

Ajouter, à la fin de l'article 1083 du projet de loi, l'alinéa suivant :

« Pour l'application de la présente partie, la date de la fusion prévue à l'article 1087 est appelée « jour de la fusion ». ».

Commentaires

Par concordance avec le remplacement du deuxième alinéa de l'article 1077 du projet de loi, cet amendement introduit à l'article 1083 du projet de loi, la définition du « jour de la fusion ».

Article 1083 du projet de loi tel que modifié

1083. Jusqu'à la date de l'entrée en vigueur du premier règlement pris en vertu de l'article 51 et sous réserve du troisième alinéa de l'article 1075, les normes et barèmes qui doivent être suivis par Santé Québec pour la sélection, la nomination, l'engagement, la rémunération et les autres conditions de travail des membres de son personnel sont ceux prévus, le cas échéant, aux dispositions du Règlement sur certaines conditions de travail applicables aux cadres des agences et des établissements de santé et de services sociaux (chapitre S-4.2, r. 5.1) ou du Règlement sur certaines conditions de travail applicables aux hors-cadres des agences et des établissements publics de santé et de services sociaux (chapitre S-4.2, r. 5.2), tels qu'ils se lisaient la veille du jour de la fusion.

Pour l'application de la présente partie, la date de la fusion prévue à l'article 1087 est appelée « jour de la fusion ».

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 1099

Retirer l'article 1099 du projet de loi.

Commentaires

Cet amendement propose le retrait de l'article 1099 du projet de loi par concordance avec l'introduction d'un article 1163.1.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 1100

Retirer l'article 1100 du projet de loi.

Commentaires

Cet amendement propose le retrait de l'article 1100 du projet de loi par concordance avec l'introduction d'un article 1163.2.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 1163.1

Insérer, après l'article 1163 du projet de loi, ce qui suit :

« § 3. — *Regroupement des unités de négociation dans le secteur des affaires sociales et autres mesures transitoires relatives à ces unités*

« **1163.1.** Les articles 72 à 92 de la Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales (chapitre U-0.1) prennent effet à l'égard de Santé Québec au jour du regroupement. ».

Commentaires

Cet amendement propose l'introduction d'un nouvel article de nature transitoire.

Ce nouvel article prévoit qu'au jour du regroupement, le processus prévu par la Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales pour en arriver au regroupement en six unités de négociation des unités existantes à ce moment, prendra effet.

Rappelons que selon le texte de l'article 1077, tel qu'amendé, le jour du regroupement correspond à celui où entreront en vigueur les modifications apportées à cette loi afin de remplacer par six catégories les quatre catégories selon lesquelles sont formées les unités de négociations,

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 1163.2

Insérer, après l'article 1163.1 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **1163.2.** Malgré le deuxième alinéa de l'article 88 de la Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales, à la suite du regroupement des unités de négociation résultant du processus prévu aux articles 72 et suivants de cette loi, les parties ont 18 mois à compter de la date de l'accréditation de la nouvelle association de salariés de Santé Québec pour négocier les matières définies comme étant l'objet de stipulations négociées et agréées à l'échelle locale. ».

Commentaires

Cet amendement réintroduit les dispositions de l'article 1100 en y remplaçant un renvoi à l'article 35, applicable en cas de fusion d'établissements, par un renvoi à l'article 88, applicable au regroupement d'unités de négociation au sein d'un même établissement en vue de le rendre conforme à la Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 1163.3

Insérer, après l'article 1163.2 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **1163.3.** La Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales (chapitre U-0.1) doit, à compter du jour de la fusion jusqu'au jour du regroupement, se lire en y apportant les modifications suivantes :

1° à l'article 1, en remplaçant, dans le premier alinéa, « dont le régime de négociation est celui visé à la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic (chapitre R-8.2) » par « visés à l'article 1.1 » ;

2° en insérant, après l'article 1, le suivant :

« **1.1.** Pour l'application de la présente loi, est un établissement du secteur des affaires sociales :

1° un établissement de Santé Québec;

2° Santé Québec en ce qui ne concerne pas ses établissements visés au paragraphe 1°;

3° un établissement public ou une régie régionale visé au paragraphe 2° du quatrième alinéa de l'article 1 de la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic (chapitre R-8.2);

4° un organisme visé au paragraphe 3° de cet alinéa;

5° un établissement public ou un conseil régional visé au paragraphe 4° de cet alinéa;

6° un établissement privé conventionné visé au paragraphe 5° de cet alinéa. »;

3° à l'article 9, modifié par l'article 1067 de la présente loi, en insérant dans le premier alinéa et après « à l'article 4 et », « , sauf dans le cas de l'établissement visé au paragraphe 2° de l'article 1.1, »;

4° à l'article 13, en ajoutant à la fin du deuxième alinéa, « ou lorsque, le ministre approuve une résolution du conseil d'administration visée à l'article 37.1 de la Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace (*indiquer ici l'année et le numéro de chapitre de cette loi*) ayant pour effet de regrouper au sein d'un même établissement le personnel affecté au sein de plus d'un établissement »;

5° en insérant, après l'intitulé de la section VI, l'article suivant :

« **92.1.** Santé Québec exerce les droits et exécute les obligations qui incombent en vertu des dispositions de la présente loi à un établissement visé au paragraphe 1° ou 2° de l'article 1.1.

À moins qu'elle n'en décide autrement, le président-directeur général de cet établissement peut valablement poser, au nom de Santé Québec, tout acte visant l'exercice d'un tel droit ou l'exécution d'une telle obligation. ». ».

Commentaires

Cet amendement propose l'introduction d'un nouvel article de nature transitoire qui introduit un ensemble de modifications temporaires à la Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales visant à assurer son application pendant la période comprise entre la fusion des établissements au sein de Santé Québec, donnant lieu à une seule personne morale, unique employeur des salariés des établissements fusionnants, et le jour du regroupement où, au même moment, entreront en vigueur les dispositions remplaçant par six unités les quatre unités de négociations prévues par la Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales et commencera le regroupement en 6 unités des unités de négociations existant à ce moment.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 1163.4

Insérer, après l'article 1163.3 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **1163.4.** Les dispositions de la sous-section 1 de la section II de la Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales (chapitre U-0.1), telles qu'elles se lisaient la veille du jour du regroupement, continuent de s'appliquer à l'établissement, autre que Santé Québec, dont le régime de représentation syndicale n'est pas conforme aux dispositions de cette sous-section, telles qu'elles se lisent à compter de ce jour.

Les dispositions du premier alinéa cessent de s'appliquer à un établissement dans les cas suivants :

1° les dispositions des articles 72 à 92 de la Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales ont pris effet à son égard à la suite d'une décision du ministre prise à compter du jour du regroupement en vertu de l'article 71 de cette loi;

2° les dispositions des articles 12 à 28 de cette loi lui sont applicables à la suite d'une intégration d'activités ou d'une fusion d'établissements, visée à l'article 13 de cette loi, lorsque la date prévue du regroupement ou de l'intégration n'est pas antérieure au jour du regroupement;

3° les dispositions des articles 29 à 34 de cette loi lui sont applicables en tant qu'établissement cessionnaire à la suite d'une cession partielle d'activités survenue à compter du jour du regroupement. ».

Commentaires

Cet amendement propose l'introduction d'un nouvel article de nature transitoire qui a pour objet de maintenir en vigueur les dispositions de la sous-section 1 de la section II de la Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales, dans leur état où elles prévoient quatre catégories selon lesquelles sont formées les unités de négociations, à l'égard des établissements autres que Santé Québec, puisque ces établissements ne seront pas tenu de se conformer au nouveau régime des six catégories dès le moment où il entrera en vigueur.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 1163.5

Insérer, après l'article 1163.4 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **1163.5.** Les candidats au certificat de spécialiste en biochimie clinique, les généticiens de laboratoire clinique certifiés et les personnes en voie d'obtenir un permis d'exercice de la pharmacie visés au premier alinéa de l'article 3 de la Loi sur l'assurance-hospitalisation, tel que modifié par l'article 754.1 de la présente loi, continuent, le cas échéant, d'être représentés par les associations accréditées qui les représentaient le *(indiquer ici la date qui précède celle qui suit de six mois celle de la sanction de la présente loi)* et les conditions de travail qu'ils avaient à cette date continuent de s'appliquer, telles qu'elles peuvent être modifiées après cette date, jusqu'à ce qu'elles soient remplacées par les conditions prévues par une entente conclue en vertu de cet article. ».

Commentaires

Cet amendement prévoit la transition, pour les personnes nouvellement visées à l'article 3 de la Loi sur l'assurance-hospitalisation, vers le régime de relations collectives du travail qui leur sera nouvellement applicable. Ainsi, le régime actuel demeure applicable jusqu'à ce que de nouvelles conditions de travail établies en vertu du nouveau régime soient applicables à ces personnes.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 1180

À l'article 1180 du projet de loi :

- 1° remplacer, dans le paragraphe 1°, « et 1176 » par « , 1176 et 1086.1 »;
- 2° remplacer, dans le paragraphe 2°, « 99 à 105 » par « 99 à 101, 103 à 105 »;
- 3° insérer, après le paragraphe 2°, les paragraphes suivants :

« 2.1° des dispositions des articles 754.1, 960.11, 1069 et 1163.5 qui entrent en vigueur le (*indiquer ici la date qui suit de six mois celle de la sanction de la présente loi*);

« 2.2° des dispositions des articles 1066.8, 1066.9, du paragraphe 1° de l'article 1067 à l'exception du remplacement de « agence » par « région sociosanitaire », des articles 1067.1, 1067.2, 1068.1 à 1068.9, 1163.1, 1163.2 et 1163.4 qui entrent en vigueur le 31 décembre 2025 ou à la date antérieure que détermine le gouvernement; »;

4° remplacer, dans le paragraphe 3°, « des articles 102, 308 à 314 » par « de l'article 102, de la dernière phrase de l'article 213, des articles 308 à 314.3, 323.2, 509.2, 521.2, 531.2 ».

Commentaires

Cet amendement modifie l'article 1180 du projet de loi par concordance avec les divers amendements qui y ont été apportés.

Article 1180 du projet de loi tel que modifié

1180. Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur à la date qui suit de six mois celle fixée par le gouvernement, à l'exception :

1° des dispositions des articles 754, 1017, 1072, 1130, 1168, **1176 et 1086.1** et ~~1176~~, qui entrent en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*);

2° des dispositions des articles 20 à 22, 25, 26, 29, 30 à 36, 41, 43 à 61, 82, 83 à l'exception de « pour les Inuit et les Naskapis », 84 à 91, **99 à 101, 103 à 105**~~99 à~~

405, 1071, 1073 à 1084 et 1086, qui entrent en vigueur à la date à laquelle le premier président et chef de la direction de Santé Québec est nommé en vertu de l'article 3.3 de la Loi sur la gouvernance des sociétés d'État (chapitre G-1.02);

2.1° des dispositions des articles 754.1, 960.11, 1069 et 1163.5 qui entrent en vigueur le (indiquer ici la date qui suit de six mois celle de la sanction de la présente loi);

2.2° des dispositions des articles 1066.8, 1066.9, du paragraphe 1° de l'article 1067 à l'exception du remplacement de « agence » par « région sociosanitaire », des articles 1067.1, 1067.2, 1068.1 à 1068.9, 1163.1, 1163.2 et 1163.4 qui entrent en vigueur le 31 décembre 2025 ou à la date antérieure que détermine le gouvernement;

3° des dispositions de l'article 102, de la dernière phrase de l'article 213, des articles 308 à 314.3, 323.2, 509.2, 521.2, 531.2~~des articles 102, 308 à 314, 745, 748, 749, 784 à 786, 790, 814 à 817, 819, 831 à 833, 837 à 841, 853, 854 et 1070, qui entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement.~~

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ANNEXE III

Insérer, après l'annexe II du projet de loi, l'annexe suivante :

« ANNEXE III
(Article 1068.9)

« ANNEXE 1
(Article 5)

Catégorie du personnel en soins infirmiers

| Titre d'emploi | Numéro |
|---|--------|
| Spécialiste en évaluation des soins | 1521 |
| Infirmier clinicien ou infirmière clinicienne (Institut Pinel) | 1907 |
| Infirmier clinicien ou infirmière clinicienne | 1911 |
| Infirmier clinicien assistant infirmier-chef ou infirmière clinicienne assistante infirmière-chef ou infirmier clinicien assistant du supérieur immédiat ou infirmière clinicienne assistante du supérieur immédiat | 1912 |
| Conseiller ou conseillère en soins infirmiers | 1913 |
| Candidat infirmier praticien spécialisé ou candidate infirmière praticienne spécialisée | 1914 |
| Infirmier praticien spécialisé ou infirmière praticienne spécialisée. | 1915 |
| Infirmier premier assistant en chirurgie ou infirmière première assistante en chirurgie | 1916 |
| Infirmier clinicien spécialisé ou infirmière clinicienne spécialisée | 1917 |
| Infirmier chef d'équipe ou infirmière chef d'équipe | 2459 |
| Infirmier ou infirmière | 2471 |
| Infirmier ou infirmière (Institut Pinel) | 2473 |
| Infirmier en stage d'actualisation ou infirmière en stage d'actualisation | 2485 |
| Assistant-infirmier-chef ou assistante-infirmière-chef ou assistant du supérieur immédiat ou assistante du supérieur immédiat | 2489 |
| Candidat à l'exercice de la profession d'infirmier ou candidate à l'exercice de la profession d'infirmière | 2490 |
| Infirmier en dispensaire ou infirmière en dispensaire | 2491 |
| Infirmier auxiliaire chef d'équipe ou infirmière auxiliaire chef d'équipe | 3445 |
| Infirmier auxiliaire ou infirmière auxiliaire | 3455 |
| Candidat à l'exercice de la profession d'infirmière auxiliaire ou candidate à l'exercice de la profession d'infirmière auxiliaire | 3456 |
| Externe en soins infirmiers | 4001 |

« ANNEXE 2
(Article 6)

Catégorie du personnel de soutien opérationnel et de métiers

| Titre d'emploi | Numéro |
|---|--------|
| Assistant ou assistante technique aux soins de la santé | 3201 |
| Préposé ou préposée au transport | 3204 |
| Assistant ou assistante technique au laboratoire ou en radiologie | 3205 |
| Assistant ou assistante technique en pharmacie | 3212 |
| Assistant ou assistante technique senior en pharmacie | 3215 |
| Assistant ou assistante technique en médecine dentaire | 3218 |
| Technicien ou technicienne classe B | 3224 |
| Préposé ou préposée aux soins des animaux | 3241 |
| Aide de service | 3244 |
| Mécanicien ou mécanicienne en orthèse ou prothèse | 3262 |
| Préposé ou préposée au matériel et équipement thérapeutique | 3467 |
| Préposé ou préposée en retraitement des dispositifs médicaux | 3481 |
| Brancardier ou brancardière | 3485 |
| Moniteur ou monitrice en loisirs | 3699 |
| Préposé ou préposée à la peinture et à la maintenance | 6262 |
| Aide-cuisinier ou aide-cuisinière | 6299 |
| Cuisinier ou cuisinière | 6301 |
| Pâtissier-boulangier ou pâtissière-boulangère | 6302 |
| Boucher ou bouchère | 6303 |
| Caissier ou caissière à la cafétéria | 6312 |
| Technicien ou technicienne en alimentation | 6317 |
| Buandier ou buandière | 6320 |
| Couturier ou couturière | 6327 |
| Préposé ou préposée à l'entretien ménager (travaux lourds) | 6334 |
| Préposé ou préposée à l'entretien ménager (travaux légers) | 6335 |
| Conducteur ou conductrice de véhicules | 6336 |
| Portier ou portière | 6341 |
| Porteur ou porteuse | 6344 |
| Préposé ou préposée aux ascenseurs | 6347 |
| Gardien ou gardienne de résidence | 6349 |
| Mécanicien ou mécanicienne de machines frigorifiques | 6352 |
| Machiniste (mécanicien ajusteur) ou machiniste (mécanicienne ajusteuse) | 6353 |
| Électricien ou électricienne | 6354 |
| Conducteur ou conductrice de véhicules lourds | 6355 |
| Maître-électricien ou maître-électricienne | 6356 |
| Plombier ou mécanicien en tuyauterie ou plombière ou mécanicienne en tuyauterie | 6359 |
| Mécanicien ou mécanicienne d'entretien (Millwright) | 6360 |
| Soudeur ou soudeuse | 6361 |
| Peintre | 6362 |
| Journalier ou journalière | 6363 |
| Menuisier ou menuisière | 6364 |
| Ébéniste | 6365 |

| | |
|---|------|
| Maître-mécanicien ou maître-mécanicienne de machines frigorifiques | 6366 |
| Serrurier ou serrurière | 6367 |
| Plâtrier ou plâtrière | 6368 |
| Ferblantier ou ferblantière | 6369 |
| Électronicien ou électronicienne | 6370 |
| Ouvrier ou ouvrière de maintenance | 6373 |
| Apprenti ou apprentie de métier | 6375 |
| Mécanicien ou mécanicienne de garage | 6380 |
| Mécanicien ou mécanicienne de machines fixes | 6383 |
| Préposé ou préposée au service alimentaire | 6386 |
| Aide-mécanicien de machines fixes ou aide-mécanicienne de machines fixes | 6387 |
| Ouvrier ou ouvrière d'entretien général | 6388 |
| Préposé ou préposée à la buanderie | 6398 |
| Dessinateur ou dessinatrice | 6409 |
| Aide général ou aide générale | 6414 |
| Aide général en établissement nordique ou aide générale en établissement nordique | 6415 |
| Préposé ou préposée au transport des bénéficiaires handicapés physiques | 6418 |
| Électromécanicien ou électromécanicienne | 6423 |
| Préposé ou préposée en salle d'opération | 3449 |

« ANNEXE 3
(Article 7)

Catégorie du personnel d'assistance aux soins cliniques

| Titre d'emploi | Numéro |
|--|--------|
| Travailleur ou travailleuse de quartier ou de secteur | 3465 |
| Instructeur ou instructrice aux ateliers industriels | 3585 |
| Instructeur ou instructrice métier artisanal ou occupation thérapeutique | 3598 |
| Moniteur ou monitrice en éducation | 3687 |
| Surveillant ou surveillante en établissement | 6422 |
| Gardien ou gardienne | 6438 |
| Préposé ou préposée en ophtalmologie (autonomie) | 3208 |
| Préposé ou préposée en physiothérapie ou ergothérapie | 3223 |
| Préposé ou préposée senior en orthopédie | 3229 |
| Préposé ou préposée en orthopédie | 3247 |
| Assistant ou assistante en réadaptation | 3462 |
| Préposé ou préposée aux bénéficiaires chef d'équipe | 3477 |
| Préposé ou préposée aux bénéficiaires | 3480 |
| Préposé ou préposée en établissement nordique | 3505 |
| Agent ou agente d'intervention en milieu psychiatrique | 3543 |
| Agent ou agente d'intervention en milieu médico-légal | 3544 |
| Agent ou agente d'intervention | 3545 |

| | |
|--|------|
| Agent ou agente d'intervention chef d'équipe | 3555 |
| Auxiliaire aux services de santé et sociaux | 3588 |
| Surveillant-sauveteur ou surveillante-sauvetrice (technique de réanimation) | 3679 |
| Préposé ou préposée à l'unité ou au pavillon | 3685 |
| Intervenant spécialisé ou intervenante spécialisée en pacification et en sécurité (Institut Pinel) | 6500 |

« ANNEXE 4
(Article 8)

Catégorie du personnel de soutien de nature administrative

| Titre d'emploi | Numéro |
|--|--------|
| Agent ou agente de la gestion du personnel | 1101 |
| Agent ou agente d'approvisionnement | 1104 |
| Agent ou agente de la gestion financière | 1105 |
| Conseiller ou conseillère aux établissements | 1106 |
| Spécialiste en procédés administratifs | 1109 |
| Conseiller ou conseillère en bâtiment | 1115 |
| Analyste en informatique | 1123 |
| Analyste spécialisé ou analyste spécialisée en informatique | 1124 |
| Bibliothécaire | 1206 |
| Traducteur ou traductrice | 1241 |
| Agent ou agente d'information | 1244 |
| Agent ou agente de formation | 1533 |
| Conseiller ou conseillère en éthique | 1538 |
| Agent ou agente de planification, de programmation et de recherche | 1565 |
| Spécialiste en audiovisuel | 1661 |
| Hygiéniste du travail | 1702 |
| Technicien ou technicienne en administration | 2101 |
| Chargé ou chargée de production | 2106 |
| Technicien ou technicienne juridique | 2112 |
| Technicien ou technicienne en informatique | 2123 |
| Technicien spécialisé en informatique ou technicienne spécialisée en informatique | 2124 |
| Technicien ou technicienne en audiovisuel | 2258 |
| Technicien ou technicienne en communication | 2275 |
| Technicien ou technicienne en arts graphiques | 2333 |
| Technicien ou technicienne en documentation | 2356 |
| Technicien ou technicienne en prévention | 2368 |
| Technicien ou technicienne en bâtiment | 2374 |
| Chargé ou chargée de l'assurance qualité et de la formation aux services préhospitaliers d'urgence | 2466 |
| Technicien ou technicienne en hygiène du travail | 2702 |
| Préposé ou préposée à l'accueil | 3251 |
| Préposé ou préposée à la centrale des messagers | 3259 |

| | |
|--|------|
| Opérateur ou opératrice en informatique, classe I | 5108 |
| Opérateur ou opératrice en informatique, classe II | 5111 |
| Préposé ou préposée aux magasins | 5117 |
| Opérateur ou opératrice de duplicateur offset | 5119 |
| Magasinier ou magasinière | 5141 |
| Assistant ou assistante de recherche | 5187 |
| Agent administratif, classe 1 - secteur secrétariat ou agente administrative, classe 1 - secteur secrétariat | 5311 |
| Agent administratif, classe 1 - secteur administration ou agente administrative, classe 1 - secteur administration | 5312 |
| Adjoint ou adjointe à la direction | 5313 |
| Agent administratif, classe 2 - secteur secrétariat ou agente administrative, classe 2 - secteur secrétariat | 5314 |
| Agent administratif, classe 2 - secteur administration ou agente administrative, classe 2 - secteur administration | 5315 |
| Agent administratif, classe 3 - secteur secrétariat ou agente administrative, classe 3 - secteur secrétariat | 5316 |
| Agent administratif, classe 3 - secteur administration ou agente administrative, classe 3 - secteur administration | 5317 |
| Agent administratif, classe 4 - secteur secrétariat ou agente administrative, classe 4 - secteur secrétariat | 5318 |
| Agent administratif, classe 4 - secteur administration ou agente administrative, classe 4 - secteur administration | 5319 |
| Adjoint ou adjointe à l'enseignement universitaire | 5320 |
| Secrétaire juridique | 5321 |
| Secrétaire médicale | 5322 |
| Commis surveillant d'unité (Institut Pinel) | 5323 |
| Acheteur ou acheteuse | 5324 |
| Illustrateur médical ou illustratrice médicale | 2253 |
| Technicien ou technicienne en instrumentation et contrôle | 2379 |
| Technicien ou technicienne en électrodynamique (technique spécialisé) | 2381 |

« ANNEXE 5
(Article 8.1)

Catégorie des techniciens et des professionnels de la santé et des services sociaux

| Titre d'emploi | Numéro |
|---|--------|
| Archiviste médical ou archiviste médicale (chef d'équipe) | 2282 |
| Assistant-chef du service des archives ou assistante-chef du service des archives | 2242 |
| Archiviste médical ou archiviste médicale | 2251 |
| Avocat ou avocate | 1114 |
| Conseiller ou conseillère en promotion de la santé | 1121 |
| Audiologiste-orthophoniste | 1204 |
| Diététiste-nutritionniste | 1219 |
| Éducateur ou éducatrice physique / kinésiologue | 1228 |

| | |
|---|------|
| Ergothérapeute | 1230 |
| Physiothérapeute | 1233 |
| Chargé ou chargée de l'enseignement clinique (physiothérapie) | 1234 |
| Assistant-chef physiothérapeute ou assistante-chef physiothérapeute | 1236 |
| Audiologiste | 1254 |
| Orthophoniste | 1255 |
| Thérapeute par l'art | 1258 |
| Spécialiste en activités cliniques | 1407 |
| Agent ou agente de formation dans le domaine de la déficience auditive | 1534 |
| Conseiller ou conseillère en génétique | 1539 |
| Génagogue | 1540 |
| Conseiller ou conseillère en enfance inadaptée | 1543 |
| Criminologue | 1544 |
| Travailleur social ou travailleuse sociale | 1550 |
| Organisateur ou organisatrice communautaire | 1551 |
| Intervenant ou intervenante en soins spirituels | 1552 |
| Agent ou agente de relations humaines | 1553 |
| Spécialiste en orientation et en mobilité | 1557 |
| Agent ou agente de modification du comportement | 1559 |
| Spécialiste en réadaptation en déficience visuelle | 1560 |
| Réviseur ou réviseure | 1570 |
| Sexologue | 1572 |
| Sexologue clinicien ou sexologue clinicienne | 1573 |
| Psychoéducateur ou psychoéducatrice | 1652 |
| Psychologue | 1546 |
| Orthopédagogue | 1656 |
| Récréologue | 1658 |
| Jardinier ou jardinière d'enfants | 1660 |
| Conseiller d'orientation ou conseillère d'orientation | 1701 |
| Conseiller ou conseillère en adaptation au travail | 1703 |
| Technicien ou technicienne aux contributions | 2102 |
| Assistant-chef technicien en diététique ou assistante-chef technicienne en diététique | 2240 |
| Technicien ou technicienne en diététique | 2257 |
| Orthoptiste | 2259 |
| Hygiéniste dentaire | 2261 |
| Technologue en prothèses et appareils dentaires | 2262 |
| Technicien ou technicienne en horticulture | 2280 |
| Technicien ou technicienne en gérontologie | 2285 |
| Technologue en physiothérapie | 2295 |
| Technicien ou technicienne de braille | 2360 |
| Technicien ou technicienne en orthèse-prothèse | 2362 |
| Opticien ou opticienne d'ordonnances | 2363 |
| Travailleur ou travailleuse communautaire | 2375 |
| Technicien ou technicienne en recherche sociale | 2584 |
| Technicien ou technicienne en travail social | 2586 |
| Aide social ou aide sociale | 2588 |
| Technicien ou technicienne en éducation spécialisée | 2686 |

| | |
|---|------|
| Agent ou agente d'intégration | 2688 |
| Éducateur ou éducatrice | 2691 |
| Responsable d'unité de vie ou de réadaptation | 2694 |
| Technicien ou technicienne d'intervention en loisir | 2696 |
| Sociothérapeute (Institut Pinel) | 2697 |
| Chef de module | 2699 |

« ANNEXE 6
(Article 8.2)

Catégorie des techniciens et des professionnels de soutien spécialisés et en soins cardio-respiratoires

| Titre d'emploi | Numéro |
|---|--------|
| Biochimiste (laboratoire) | 1202 |
| Ingénieur biomédical ou ingénieure biomédicale | 1205 |
| Spécialiste en sciences biologiques et physiques sanitaires | 1207 |
| Spécialiste clinique en biologie médicale | 1291 |
| Assistant ou assistante en pathologie | 2203 |
| Technologue en imagerie médicale du domaine du radiodiagnostic | 2205 |
| Technologue en radio-oncologie | 2207 |
| Technologue en imagerie médicale du domaine de la médecine nucléaire | 2208 |
| Technologue spécialisé ou technologue spécialisée en imagerie médicale | 2212 |
| Coordonnateur ou coordonnatrice technique | 2213 |
| Instituteur ou institutrice clinique (radiologie) | 2214 |
| Technologue spécialisé ou technologue spécialisée en échographie - pratique autonome | 2217 |
| Technologue spécialisé ou technologue spécialisée en radio-oncologie | 2218 |
| Assistant-chef technologue en radiologie ou assistante-chef technologue en radiologie | 2219 |
| Technologue en radiologie (Système d'information et d'imagerie numérique) | 2222 |
| Technologiste médical ou technologiste médicale | 2223 |
| Technicien de laboratoire médical diplômé ou technicienne de laboratoire médical diplômée | 2224 |
| Coordonnateur ou coordonnatrice technique | 2227 |
| Instituteur ou institutrice clinique (laboratoire) | 2232 |
| Assistant-chef (laboratoire) ou assistante-chef (laboratoire) | 2234 |
| Assistant-chef technologue en électrophysiologie médicale ou assistante-chef technologue en électrophysiologie médicale | 2236 |
| Inhalothérapeute | 2244 |
| Coordonnateur ou coordonnatrice technique (inhalothérapie) | 2246 |
| Chargé ou chargée de l'enseignement clinique (inhalothérapie) | 2247 |
| Assistant-chef inhalothérapeute ou assistante-chef inhalothérapeute | 2248 |
| Photographe médical ou photographe médicale | 2254 |
| Cytologiste | 2271 |

| | |
|--|------|
| Coordonnateur ou coordonnatrice technique en électrophysiologie médicale (imagerie) | 2276 |
| Coordonnateur ou coordonnatrice technique en génie biomédical | 2277 |
| Technologiste en hémodynamique ou technologue en hémodynamique | 2278 |
| Technicien ou technicienne en cytogénétique clinique | 2284 |
| Technologue en électrophysiologie médicale | 2286 |
| Perfusionniste clinique | 2287 |
| Chargé ou chargée clinique de sécurité transfusionnelle | 2290 |
| Chargé ou chargée technique de sécurité transfusionnelle | 2291 |
| Technicien ou technicienne en génie biomédical | 2367 |
| Technicien ou technicienne en électronique | 2369 |
| Technicien ou technicienne en électricité industrielle | 2370 |
| Technicien ou technicienne en électromécanique | 2371 |
| Technicien ou technicienne en fabrication mécanique | 2377 |
| Externe en inhalothérapie | 4002 |
| Externe en technologie médicale | 4003 |